



# Collèges : « Aucune urgence » pour l'opposition

Le dossier des collèges publics sera étudié lundi en session du conseil départemental, notamment la fermeture d'un établissement à Vire. Les élus de gauche dénoncent la méthode brutale.

Le Débat d'orientation budgétaire devait constituer le gros morceau de la session du conseil départemental du Calvados, ce lundi. Il passera au second plan. Au cœur de l'hiver, l'ambiance d'habitude feutrée devrait en effet monter de quelques degrés.

Les élus auront droit à un comité d'accueil bruyant devant l'hôtel du Département, à Caen. Il sera constitué par des parents d'élèves et des enseignants du collège du Val-de-Vire. Tous sont mobilisés depuis l'annonce, début septembre par le président Jean-Léonce Dupont, de la fermeture de cet établissement de Vire Normandie. À la clé, le transfert des 250 élèves vers le collège Maupas, distant de 2 km.

Le dossier figure à l'ordre du jour, lundi. « **Mais je vais, dès le début, demander le retrait du rapport**, indique Édith Heuzé, l'élue socialiste du canton d'Ifs-Mondeville, présidente du Rassemblement de la gauche et de l'écologie. « Il n'y a aucune urgence à fermer ce collège, de manière autoritaire. »

« Le 49.3 de Jean-Léonce Dupont ! »

« **Ce serait la 5<sup>e</sup> fermeture de collège en cinq ans**, renchérit son collègue communiste Joël Jeanne. « Jean-Léonce Dupont s'en est fait une spécialité ! À qui le tour ensuite ? » L'élue membre du conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN) dénonce « la brutalité, la décision prise sans concertation. C'est le 49.3 de Jean-Léonce Dupont ! »

La méthode a effectivement du mal à passer, pas seulement dans les rangs du groupe d'opposition. La Première ministre Élisabeth Borne, élue députée de la circonscription de Vire au printemps dernier avant de céder son siège à son suppléant, a d'ailleurs reçu, hier matin, à Matignon, trois représentants de la fronde.

Depuis quatre mois, le feuilleton n'a pas manqué de rebondissements. À commencer par la position du maire de Vire, Marc Andreu Sabater. Également vice-président du conseil départemental, il était aux côtés de son président lors de l'annonce de la fermeture. Pas très bavard, pas souriant non plus, mais prêt à jouer solidaire.

Tout le contraire de sa propre majorité municipale qui l'a clairement lâché ! Acculé, il a finalement annoncé en début de semaine dernière qu'il voterait contre la fermeture. « **Il a mis du temps**, grince Francis Joly, élu écologiste de Caen. «Mais le vrai revirement, c'est quand il a accepté la décision de Jean-Léonce Dupont. »

À la tête du groupe « **démocrates et progressistes** », qui compte cinq élus et a rejoint la majorité départementale, Marc Andreu Sabater « va-t-il entraîner les autres, au moins sa binôme » (Coraline Brison-Valognes, NDLR) « qu'on n'a jamais entendue sur le sujet ? » s'interroge Élise Cassetto-Gadrat, élue d'Hérouville.

« Nous voulons de la transparence »

En novembre, Jean-Léonce Dupont avait accepté de venir, à reculons, s'expliquer sur place. À l'issue d'une réunion plus que tendue, il avait lâché du lest, promettant de reporter le transfert d'une année. « **Ce n'est pas ce qu'on demande**, répondent à l'unisson les élus d'opposition. «Nous voulons de la transparence. La mise en place d'une convention qui réunisse tous les acteurs de l'Éducation. Y compris pour la double sectorisation qu'il souhaite aussi imposer mais qui va mettre en danger les collègues caennais. »

« La majorité souhaiterait des collèges usines avec 800 élèves, » conclut Édith Heuzé. « La seule priorité doit être la réussite des élèves. » »

Guillaume BALLARD.



En septembre, des parents d'élèves et enseignants du collège du Val-de-Vire étaient déjà présents à la session de rentrée du conseil départemental du Calvados. Ils ne devraient pas être moins nombreux et certainement plus bruyants, ce lundi à Caen. Archives Ouest-France